

A nouvelles situations, nouvelles mesures : le gouvernement néerlandais travaille, avec les forces de l'ordre, la justice et la Fédération néerlandaise de football, KNVB, à une " stratégie générale de lutte contre le hooliganisme ". La politique existante a sans doute porté ses fruits, affirme le ministère de l'Intérieur, mais il faut tenir compte du " niveau élevé d'organisation des supporters, de leur mobilité croissante, de leur rejet des transports organisés, de leur recours aux méthodes modernes de communication, et de l'augmentation de la violence et de la gravité des délits ". Les mesures passent par l'usage d'une carte de supporter pour éviter les mélanges dans les tribunes, la stimulation (entre autres, grâce à des subventions) de l'amélioration de la surveillance par les clubs, l'interdiction d'entrée dans les stades pour les hooligans et la généralisation, au 1er août 1997, de caméras de surveillance vidéo dans les stades.

Le corps humain mis sur le marché

Le Monde diplomatique sur CD-ROM, CEDROM-SNI, page 8

Mars 1997

Quand les Pays-Bas décriminalisent le proxénétisme

LOUIS MARIE-Victoire

ALORS que l'aggravation des disparités sociales et l'extension de la pauvreté entraînent une augmentation de la prostitution dans de nombreux pays, une offensive menée par les Pays-Bas vise, au nom de la liberté des femmes, à légaliser le "travail sexuel". A moins d'être forcée et que la victime en apporte la preuve la prostitution deviendrait un libre commerce et la mise en exploitation du corps, un droit reconnu sur le marché international du sexe, pour la plus grande satisfaction des consommateurs et des proxénètes.

Si l'on a beaucoup parlé de la politique des Pays-Bas à propos de la drogue, la question de la libéralisation du marché du sexe, élaborée et menée avec une efficacité redoutable par ce pays - qui préside le Conseil de l'Europe depuis le 1er janvier 1997 - n'a pas encore été abordée. Depuis les années 80, il est le seul Etat au monde à avoir une politique nationale et internationale affichée de décriminalisation des activités liées à la prostitution; le seul également à s'être donné les moyens conceptuels, financiers, institutionnels de sa mise en oeuvre effective.

Les Pays-Bas, dont la politique se veut "placée sous le signe de la tolérance", ne considèrent pas que la prostitution doive, même à long terme, être abolie: "La suppression de la prostitution produit plus de problèmes, pour les prostituées comme pour la société, qu'elle n'en résout." Et, "même si on le voulait, cette activité ne pourrait être réprimée", peut-on lire dans la plaquette officielle de la ville d'Amsterdam, dont la politique est présentée comme "la politique phare" du pays. La ville se targue d'ailleurs de ce que son "quartier chaud" soit "connu dans le monde entier".